

**29 août 2005**

## Assemblée constituante et grève générale **Stratégie et tactique pour la conquête du pouvoir**



*“ La conjoncture politique québécoise favorise actuellement l’intégration de la lutte pour l’indépendance nationale avec les luttes sociales progressistes. ”* de dire Pierre Dostie dans sa chronique de juillet-août 2005 dans la revue Canadian Dimension. Il a raison sur le diagnostic. Il ajoute que pour qu’advienne un *“ rendez-vous historique ”*, il faut que *“ ...les différentes composantes du mouvement souverainiste réussissent à dégager une stratégie commune et forment une alliance nationale qui reflète l’ensemble du peuple et qui ne soit pas soumise au monopole d’un seul parti. ”* Sur cette base, il interpelle le PQ : *“ Les acteurs politiques concernés, à commencer par le PQ, sauront-ils assumer cette tâche historique ? ”* Voilà une proposition stratégique qui garantit qu’il n’y aura pas de rendez-vous historique.

Dans sa précédente chronique de juin dont il était le co-auteur, il affirmait clairement, sans toutefois le démontrer, le caractère fédéraliste et néolibéral du PQ : *“ le PQ, dans une vaine tentative de construire son hégémonie chez la bourgeoisie québécoise, cherche à maintenir le partenariat économique et politique avec l’État canadien et l’intégration capitaliste nord-américaine dans le cadre de l’ALENA. ”* On ne sait pas si l’auteur pense que ces caractéristiques sont conjoncturelles ou structurelles c’est-à-dire si historiquement le PQ s’est construit comme néo-fédéraliste et néolibéral ou bien s’il a dévié en chemin après être né indépendantiste et *“ social-démocrate ”*.

Qu’il suffise de rappeler que le PQ est né de la cuisse nationaliste du parti Libéral à travers le *“ Mouvement souveraineté-association ”* en intégrant structurellement l’historique aile droite nationaliste (le Rassemblement national) tout en forçant l’aile gauche nationaliste (le Rassemblement pour l’indépendance nationale) à se dissoudre. Faut-il ajouter les sympathies libre-échangistes du PQ, manifestes dès la fin des années 70, qui se sont transformées en enthousiasme à la fin des années 80 en passant par son brusque ajustement au néolibéralisme dès 1982 quand il a coupé de 20% les salaires du secteur public enterrant sa tactique électoraliste du *“ préjugé favorable aux travailleurs ”*, néolibéralisme qui ne s’est jamais démenti depuis ? Peut-on oublié son passage par le *“ beau risque ”* puis par la *“ souveraineté-partenariat ”* avant d’aboutir au modèle de l’Union européenne où le Canada anglais dominerait systématiquement le Québec ?

Proposer une alliance stratégique avec le PQ c’est proposer une alliance entre un parti antinéolibéral et indépendantiste (à confirmer) et un parti intrinsèquement néolibéral et néo-fédéraliste.

## Alliance absurde ou alliance de dupes ?

Ce serait là une alliance absurde parce que sans objet. À moins qu'on fasse l'hypothèse cynique que derrière l'indépendantisme affiché, hésitant de l'un, populiste de l'autre, se cache un néo-fédéralisme " asymétrique " ; à moins que derrière l'antinéolibéralisme idéologique de l'un et la social-démocratie proclamée de l'autre se cache un réel social-libéralisme qui se résigne à la domination du " marché ", c'est-à-dire à la dictature des transnationales et de l'impérialisme. Si cette hypothèse est fautive, le noyau rationnel d'une telle alliance ne pourrait être que d'espérer que le futur parti unifié de gauche ait un rapport de force suffisant pour mettre à profit les contradictions entre la direction néo-fédéraliste et néolibérale du PQ et sa base militante indépendantiste et même quelque peu re-social-démocratisée depuis que le " club " SPQ-libre y a adhéré. Il faudrait alors se souvenir de la fable du pot de fer et du pot de terre même si la terre est bien cuite. Le PQ est en effet toujours le parti de l'alternance renforcée par le système uninominal à un tour et conjoncturellement donné gagnant étant donné l'impopularité abyssale des Libéraux.

Qui influencerait qui dans cette illusoire alliance ? L'histoire tragique de la gauche du XX<sup>è</sup> siècle donne la réponse. Tous les " fronts populaires " entre la gauche et la bourgeoisie prétendent progressiste soit contre le fascisme, soit contre l'impérialisme ou pour l'indépendance ont toujours fait le jeu de la droite même quand la bourgeoisie alliée à la gauche était en minorité au sein d'un tel front de nature électoraliste en ce sens que son but était d'arrêter un impétueux mouvement de masse qui l'avait porté au pouvoir. Alors on s'imagine ce qu'il en sera d'une alliance indépendantiste entre le PQ et le futur parti unifié de la gauche. Pourquoi en est-il toujours ainsi ? Tout simplement à cause de la loi du plus petit dénominateur commun. Pour conserver au sein de l'alliance l'allié bourgeois dit progressiste, la gauche doit renoncer à l'essentiel de son programme sauf, en apparence, au prétexte unificateur du front électoraliste.

Vaudrait-il alors la peine de renoncer au programme pour créer une brèche quitte à y revenir à une étape ultérieure ? Les fronts populaires en France et en Espagne dans les années 30 n'ont en rien empêché la victoire fasciste. Le front anti-impérialiste en Indonésie n'a en rien empêché le coup d'État de Suharto en 1965. Le front anti-shah en Iran en 1979 n'a en rien empêché la victoire de l'obscurantisme fondamentaliste. Il ne faut pas se surprendre de l'échec de ces fronts dit populaires – aujourd'hui on dirait sans doute " progressistes " – car leur but réel était d'arrêter un ample soulèvement social en cours qui seul aurait pu réaliser la brèche attendue. En effet, on ne saucissonne pas les aspirations populaires quand il faut un ample et profond mouvement pour arrêter une offensive majeure de la bourgeoisie. Une vaste proportion des classes populaires peut risquer revenus, emplois, relations et même davantage si le jeu en vaut la chandelle,

Une alliance avec le PQ ruinerait la cause indépendantiste. D'abord parce que le PQ est néo-fédéraliste et que sa raison d'être a toujours été de dévoyer et démoraliser la mobilisation pour l'indépendance qui a toujours été liée à un " *projet de société* " égalitaire. Rappelons-nous comment, pour couper court à la grande mobilisation

suite à l'échec de l'accord du lac Meech en 1990, le PQ, alors présidé par le plus souverainiste de ses chefs, a sauvé la mise au parti Libéral au pouvoir en lui " *tendant la main* " jusqu'à ce que retombe la colère populaire suite à la commission Bélanger-Campeau. Quant au projet de société péquiste d'un Québec néolibéral et associé et allié à l'impérialisme étasunien, il a toujours empêché de faire le plein du vote pour l'indépendance sans compter son rôle d'éteignoir du mouvement indépendantiste. Qui voudrait, en effet, risquer une invasion armée – souvenons-nous d'Octobre 70 – pour simplement de changer de " *flag s'ul hood* " comme disait l'ancien premier ministre Chrétien ?

### **“ Marcher séparément, frapper ensemble ”**

Est-ce à dire que le futur parti de gauche devrait s'enfermer dans un repli sectaire alors que certaines réformes désirables d'un point de vue du peuple travailleur peuvent aussi être souhaitées par un ou l'autre parti bourgeois suite aux nombreuses contradictions au sein de la bourgeoisie, notamment entre la (petite)-bourgeoisie nationaliste québécoise et la bourgeoisie canadienne mais aussi entre celle du Canada et celle des ÉU, entre certains secteurs réformistes et les doctrinaires néolibéraux et même entre néolibéraux libertaires et conservateurs sociaux ? Un tel repli serait renoncer à la politique au nom de la pureté doctrinaire. Un tel sectarisme est d'ailleurs à l'origine d'une des pires catastrophes politiques du XX<sup>è</sup> siècle quand le nazisme a pris le pouvoir sans riposte populaire parce que le parti stalinien ciblait en priorité le parti social-démocrate prétendument " social-fasciste ". Il est possible et nécessaire d'exploiter toutes ces contradictions de sorte à élargir l'espace démocratique et sociale facilitant ainsi l'organisation et la mobilisation populaire pour la conquête du pouvoir. On pense, par exemple, au scrutin proportionnel mais ce peut être aussi la politique énergétique ou certains droits démocratiques des femmes, des gays/lesbiennes, des immigrés/réfugiés et des peuples autochtones.

Au niveau pan-canadien, on pense particulièrement à un " front unique " – pour employer la terminologie des premiers congrès de la Troisième Internationale auquel les staliniens ont substitué le " front populaire " après en être passé par le sectarisme du combat contre les " sociaux-fascistes " – pour l'acceptation par le gouvernement canadien des déserteurs de l'armée étasunienne qui refusent guerres de conquête et occupations. Ce front unique a d'ailleurs été proposé par le Canadian Center for Policy Alternatives – il est aussi mis de l'avant par l'entité politique de l'UFP, Socialisme International – dont la crédibilité est grande au Canada anglais. Un tel front unique, auquel il faudrait inviter, à la base et au sommet, les centrales syndicales, le NPD, le Bloc, le PQ serait particulièrement en synchronie avec le mouvement anti-guerre étasunien dont le fer de lance est maintenant les parents des soldats et les vétérans qui l'ont relancé.

Cependant, en aucun cas ces convergences n'ont à donner lieu à des alliances où automatiquement, comme on l'a constaté, le rapport de forces stratégique, sauf en période de forte mobilisation que ces alliances justement tarissent, est toujours du côté de la bourgeoisie tout simplement parce que dans un monde capitaliste, d'ailleurs de plus en plus répressif et guerrier, la précarité économique, le poids institutionnel et les pressions médiatiques favorisent systématiquement les forces du statu quo. Il s'agit plutôt de " *marcher séparément et frapper ensemble* " dans un

“ front unique ”. Par exemple, lors du référendum de 1995, le Parti de la démocratie socialiste a fait sa propre campagne pour le “ oui ” avec ses propres slogans et son propre matériel de campagne. Mais tant en 1994 qu’en 1998, il a fait sa propre campagne électorale sans aucunement ménager le PQ tant par rapport à la question sociale que nationale. De même, la campagne électorale de Mercier, en avril 2001, d’où a surgi la dynamique qui a mené à la création de l’Union des forces progressistes, s’est faite contre l’ensemble des partis néolibéraux, en fait surtout contre le PQ dont c’était un château fort.

Est-ce aujourd’hui encore possible de converger avec le PQ par rapport à la question nationale ? La stratégie référendaire péquiste est coincé dans le double cul-de-sac de la loi dite de la “ clarté ” et du néolibéralisme péquiste pro-étasunien. Impossible, après les coupures drastiques de 1995-2000 de refaire le coup d’une consultation populaire sur le “ projet de société ” comme celle de l’hiver 1995 qui avait relancé la dynamique souverainiste. Impossible, non plus, de faire croire à une transition tranquille sans nécessité de mobilisation de grande ampleur pour forcer la main du gouvernement fédéral. Quant à la stratégie de l’élection référendaire des “ purzédurs ”, elle est tout simplement une fuite en avant suicidaire de la part des nationalistes radicaux persistant dans l’étapisme déliant questions sociale et nationale.

Par contre, l’UFP, et fort probablement le futur parti unifié, propose la stratégie alternative d’une assemblée constituante élue à la proportionnelle avec parité femme/homme. Il est à prévoir que cette assemblée dont la proposition constitutionnelle aurait à être ratifiée par référendum serait l’aboutissement d’un processus d’assemblées locales et régionales composées aussi de délégués élus dont les propositions devraient être obligatoirement prises en compte par la Constituante. Il en serait de même en ce qui concerne les organisations de la société civile qui, en plus, pourraient avoir droit au chapitre dans la future constitution. Un tel processus mobilisateur basé sur la démocratie participative ne pourrait faire autrement que d’assurer la prédominance des intérêts populaires c’est-à-dire de mettre en pièces l’adhésion du Québec au néolibéralisme guerrier.

Le PQ ne peut consentir à ce processus à moins d’y être contraint par un drastique rapport de forces. À la limite, on peut concevoir qu’une mobilisation sociale de grande ampleur, si elle ne brise pas le PQ chemin faisant, pourrait l’obliger à consentir à un pacte électoral indépendantiste avec un parti de gauche de masse, comme allié junior ou au pire égal. Cette possibilité ultime n’est pas à exclure tant qu’une partie significative du prolétariat non pas constitue l’électorat du PQ, car même des partis purement bourgeois arrivent à capter le vote prolétaire, mais une partie significative de sa base.

Rappelons que le PQ est un parti national-populiste, et non historiquement social-démocrate comme le NPD, un parti quand même comme lui (petit)-bourgeois ouvrier c’est-à-dire à direction (petite)-bourgeoisie et à base partiellement mais significativement prolétaire avec en plus l’appui ouvert ou tacite des directions syndicales. Ce rapport de forces, toutefois, ne s’obtiendra jamais au sein d’un Conseil de la souveraineté dont le PQ tire les ficelles. Il s’obtiendra uniquement par la lutte sociale à laquelle le parti unifié de gauche participera comme acteur actif par sa propre mobilisation mais aussi par sa contribution stratégique et tactique et

surtout comme garant de l'aboutissement logique du front unique, la perspective de la prise du pouvoir par les classes populaires.

### **Le cul-de-sac de la capitulation et du spontanéisme**

Le défi est moins de prévoir d'avance le contenu de la constitution à laquelle devrait aboutir l'Assemblée constituante, contenu qui devrait apparaître au fur et à mesure du développement de la lutte sociale qui à son tour se cristallisera dans le programme du parti unifié, que de s'insérer dans la conjoncture de la lutte sociale sur la base de notre stratégie indépendantiste de sorte à conquérir l'hégémonie du mouvement national sur le PQ.

La conjoncture sociale et nationale révèle le renforcement de l'offensive néolibérale dans les derniers mois tant du gouvernement fédéral (importantes coupures ou privatisation annoncées dans la fonction publique, fermetures de centres postaux, précarisation de l'emploi à Radio-Canada) que québécois (fermeture de l'offre salarial dans le secteur public, initiative de la négociation). Il est clair que le parti Libéral du Canada (PLC), maintenant que le NPD (et les directions syndicales canadiennes) a été neutralisé au nom de l'unité nationale contre des concessions mineures qui n'entament en rien la politique du déficit zéro et celle du remboursement de la dette, prépare des élections à droite dans un emballage très *canadian* pour faire oublier au Canada anglais les retombées de la commission Gomery. Le message sera que la corruption, commode emballage du mépris du peuple québécois, pèse moins que le danger pour l'unité nationale que le semblant de décentralisation prônée par les Conservateurs que le Bloc appuie tacitement.

Dans le sillage du PLC, le gouvernement québécois veut profiter du désarroi des directions syndicales québécoises qui n'arrivent pas à faire leur deuil de la concertation propre au bloc nationaliste (et que les Libéraux de Robert Bourassa avait finalement respectée). Il semble que le parti Libéral du Québec (PLQ) soit prêt à jouer son va-tout dans un dur affrontement avec les syndicats du secteur public jusqu'à et y compris une élection précipitée dont ce serait l'enjeu. Le PLQ a en effet prouvé qu'il est un fidèle exécutant de la bourgeoisie jusqu'au point de se peindre dans un coin. Or celle-ci veut une défaite majeure des syndicats pour en finir avec cette anomalie de la nation la plus syndiquée et donc la plus taxée de l'Amérique du Nord impérialiste. Ce pari du PLQ, très risqué, est cependant gagnable étant donné le comportement pusillanime des directions syndicales.

En effet, le PLQ a imposé, sans riposte sociale significative, la sous-traitance à rabais, l'interdiction de la syndicalisation des garderies familiales et des familles d'accueil, la restructuration du secteur et des syndicats de la santé et des services sociaux et, *last but not least*, le principe des partenariats privés-publics. Ces victoires lui ont valu une forte impopularité mais à quoi servira-t-elle sauf à paver la voie à une victoire électorale du PQ, qui non seulement ne remettra pas en question ces nouveaux "acquis" néolibéraux mais qui continuera dans la même direction sur le mode de la concertation sociale, à moins que ne survienne une mobilisation de grande ampleur. Ce ne sont pas quelques concessions mineures (Suroît, site du CHUM, bourses étudiantes) qui modifient la dynamique du rapport de forces. Bien qu'elles ralentissent le train néolibéral, elles n'empêchent en rien la privatisation,

même qu'elles peuvent parfois l'accélérer (l'éolien relève entièrement de la production privée contrairement aux centrales au gaz naturel).

Pourtant les bases syndicales voulaient se mobiliser. Suite à l'adoption des lois scélérates de décembre 2003, elles étaient prêtes à une immédiate grève générale publique-privée suite à la mobilisation intersyndicale d'une journée bloquant, dans certains cas, ports, routes et casino. Elles ont ensuite confirmé cette volonté de faire la grève pour au moins 24 heures par les votes du printemps 2004 dans l'ensemble des centrales syndicales. Pendant deux semaines, les travailleurs de l'ALCAN du Saguenay ont occupé et fait fonctionner une usine vouée à la fermeture avec l'appui de la population locale. Durant le printemps 2005, la base syndicale de l'enseignement, et peut-être même de la fonction publique, aurait été prête à se joindre à la plus imposante grève étudiante que le Québec ait jamais connu. À chaque fois, les directions syndicales ont coupé court à la mobilisation par la tergiversation (" *il faut d'abord consulter* "), les compromis boiteux (protéger les employés mais non les emplois), la démagogie (la menace d'une " *grève sociale* ") et le faux-fuyants (pas de " *synchronisme* " mais une " *lutte à relais* ").

Désespérément engoncées dans l'ornière de la concertation, les directions syndicales s'essayaient à la concertation sectorielle afin de briser le cadre salarial aux dépens des autres secteurs. L'intransigeance du PLQ a coupé court à ses manœuvres divisives à ce point que l'ensemble des secteurs, garderies comprises, se retrouvent mécaniquement ensemble pour un rendez-vous automnale sans qu'elles ne l'aient vraiment souhaité. La concertation jusqu'au bout a mené à la division syndicale. Faut-il se surprendre que le PLQ, fortement appuyé par l'ADQ pendant que le PQ reste silencieux sous prétexte de course à la chefferie dont les principaux protagonistes appartiennent à la droite du parti, ait pris l'initiative du règlement de compte qui s'annonce à moins que de nouveau la base rebondisse.

Cependant, le spontanéisme, comme réaction à la capitulation, a ses limites. Pour ne pas s'éparpiller après son feu de paille, il doit être relayé par une structure organisationnelle capable de l'unifier par quelques revendications clefs et un plan d'action, surtout quand on sait d'avance qu'il faudra contrer non seulement les manœuvres et la répression gouvernementales mais surtout les manipulations et la tendance à la capitulation des directions syndicales. On ne peut pas compter sur une gauche syndicale qui n'existe pas sauf des individus éparpillés. On ne voit pas d'autres organisations populaires capables de prendre le leadership d'autant plus que le mouvement étudiant s'est épuisé dans une longue bataille défensive où les directions modérées ont fini par damer le pion à une direction combative. Il y a là le développement d'une génération prête à prendre le relais mais ce serait trop lui demander trop rapidement surtout que le mouvement syndical l'a laissée tomber au moment crucial.

### **Parti de la " rue " et pluralisme jusqu'au bout**

Reste le nouveau parti de gauche en formation. Celui-ci, comme on l'a vu, doit passer par la lutte sociale s'il veut créer le rapport de forces pour que sa stratégie indépendantiste de l'Assemblée constituante devienne un enjeu politique réellement existant. Bien entendu, la première chose à faire serait de faire une campagne sur

ce thème. Toutefois, les faibles forces militantes du parti ne permettront pas une mobilisation suffisante pour arriver au but. En passant par le levier de la lutte sociale est indispensable d'autant plus qu'il appartient aussi au parti unifié de la gauche de contribuer à unir et politiser la lutte sociale, ce qui est tout à fait indispensable à la conquête du pouvoir, surtout quand on sait d'avance que les directions syndicales ne seront pas à la hauteur.

La clarté stratégique est ici nécessaire. Dans le demi-État du Québec, l'ennemi à vaincre est la bourgeoisie canadienne et son appendice québécois, si tant il en reste, soutenue par l'impérialisme étasunien. Pour y arriver, la conquête du pouvoir d'État reste incontournable malgré les multiples pièges dus à la jouissance du pouvoir, ce que l'exemple tragique du PT brésilien montre encore une fois.

Si les courants anarchistes ont raison de souligner à double trait les " dangers professionnels " du pouvoir, ils s'enferment dans un cul-de-sac quand ils nient la nécessité de la lutte pour les réformes, parce qu'elle provoquerait l'adaptation mécanique au capitalisme, et qu'ils nient la nécessité de la conquête de l'État, parce qu'irréremédiablement corruptrice. La conséquence en est l'enfermement sectaire dans un anticapitalisme purement idéologique en attente d'un mythique soulèvement spontané des " multitudes " sans stratégie ni coordination. Ce défaut majeur n'enlève rien à la qualité militante de plusieurs, par exemple pour les droits des réfugiés et des autochtones – secteurs fort négligés par la gauche politique et sociale québécoise à cause d'une influence trop grande du nationalisme étroit de peuple opprimé qui fait craindre " l'étranger " comme une menace à sa culture, peur sur laquelle capitalise le chauvinisme fédéral et que lui reproche la gauche nationaliste canadienne sans en comprendre la racine politique – pour lesquels droits, paradoxalement, ces militants anarchistes luttent par des réformes fort pertinentes. Comme quoi, la réalité finit toujours par nous rattraper.

La tragédie du PT montre, en creux, que deux conditions doivent être réunies pour éviter toute dégénérescence. Premièrement, toute conquête du pouvoir doit d'abord être le fait d'une vaste et profonde mobilisation de masse, confirmée ou non par un processus électoral. En effet, " voter avec ses pieds ", démarche collective, est cent fois plus démocratique que l'isoloir qui favorise tendanciellement les intérêts immédiats ne remettant pas en question le cadre institutionnel et social. La seule prétendue conquête du pouvoir par les élections n'est pas une condition suffisante ni même nécessaire. La participation au processus électoral, et éventuellement la conquête de la majorité parlementaire – à distinguer de la conquête du pouvoir – n'est utile que si elle contribue à renforcer la mobilisation sociale et non à s'y substituer. Si le PT brésilien fut fondé sur la base d'un surgissement de luttes syndicales, sa conquête de la présidence fut purement électoraliste et ne fut pas un facteur d'encouragement à la lutte sociale. S'ensuivit une alliance électorale avec la bourgeoisie " nationale " puis le reniement en grande de son programme antinolibéral et anti-impérialiste.

Le XX<sup>ie</sup> siècle est parsemé de conquêtes de majorités parlementaires par des partis sociaux-démocrates ou staliniens qui ont freiné la lutte sociale avec comme résultat le renforcement de la domination capitaliste quand ce n'est pas la tragédie de la contre-révolution. L'exemple le plus connu en est peut-être le gouvernement chilien Allende qui, face à la contre-révolution montante, a tout fait pour empêcher les

comités d'usine (les " cordons industriels ") de préparer une défense armée préférant jusqu'au ridicule tragique s'en remettre au respect de la constitution par les forces armées. Comme quoi, tant qu'on a pas détruit les forces de la répression, on a pas conquis le pouvoir. Et c'est s'illusionner de penser que le pouvoir parlementaire et son exécutif contrôle en dernière analyse les forces de la répression. À notre petite échelle, on a qu'à penser à l'affaire Arar où la SCRS a refusé de donner tous les renseignements pertinents au ministre responsable, donnant la priorité à ses relations avec la CIA. Imaginons ce qui pourrait arrivé en cas de menace sérieuse à " l'unité nationale ".

Deuxièmement, le parti ou la coalition de partis de gauche doit être radicalement démocratique de sorte que la volonté de la " rue ", qui pénètre le parti par sa base, l'emporte sur l'inévitable tendance à la bureaucratization et au carriérisme qui corrompt à petit feu la tête du parti (et des syndicats). Depuis au moins dix ans, le PT brésilien s'était laissé miner par ces fléaux, notamment par l'exercice du pouvoir municipal (tout comme la CUT, la grande centrale syndicale, s'est laissée gangrenée par la participation à la gestion du capital financier à la mode " Fonds de solidarité "). Parallèlement, la direction du PT a tronqué le pluralisme statutaire en se débarrassant des tendances de gauche dans les organes centraux alors qu'auparavant celles-ci y étaient représentées au prorata de leur force lors des congrès telle que mesurée par le vote. Ainsi, il fut plus facile à la direction du PT de s'autonomiser de la base jusqu'à renier le programme et les résolutions de congrès. En dernière analyse, seul un pluralisme jusqu'au bout peut garantir la démocratie dans le parti. C'est d'ailleurs une critique cruciale que l'on fait au parti bolchevique qui, en 1921, a aboli le droit de tendance, ce qui a fortement facilité la mainmise stalinienne.

## **Les poupées russes**

Une fois établie que le but stratégique est la conquête du pouvoir par un parti pluraliste de gauche et de la " rue " reste posé le problème de la mise en œuvre de la stratégie indépendantiste de l'Assemblée constituante en passant par la lutte sociale en l'unifiant et en la politisant. Cette mise en œuvre se fait dans une conjoncture objectivement favorable – le rendez-vous probable de l'automne – mais subjectivement défavorable – la capitulation systématique des directions syndicales.

On a ici affaire au problème récurrent des poupées russes. Afin de conquérir le pouvoir, la cible majeure est clairement le PLQ, parti historique de la bourgeoisie canadienne qui s'appuie sur principalement le PLC mais aussi, au besoin, sur les Conservateurs et le NPD malgré les complexes manœuvres de ces derniers dans leurs luttes partisans contre le PLC. Toutefois, le piège majeur est le PQ qui, par son néolibéralisme et par son néo-fédéralisme a fait le lit du PLQ, pour ne pas dire de la création puis du renforcement de l'ADQ, et qui comme parti de l'alternance consoliderait et approfondirait ses politiques.

Ce qui cependant explique l'emprise majeure du PQ (et du Bloc) sur les classes populaires c'est le bloc nationaliste PQ/Bloc/directions syndicales, ces dernières étant le relais de ce bloc au sein des organisations syndicales. Cela est vrai à un moindre degré pour les organisations populaires étant donné le bilan totalement

négalif du PQ par rapport au prolétariat précarisé dont une forte proportion des femmes et des jeunes font partie. C'est d'ailleurs le rejet du PQ de Bouchard et Landry – mais est-ce aussi celui du PQ historique ? – qui explique l'apparition d'Option citoyenne. Ce rejet viscéral et pragmatique a tendance, cependant, à lui faire jeter le bébé indépendantiste avec l'eau sale du PQ. Cette hésitation stratégique, à laquelle il sera sans doute mis fin cet automne, entamera toutefois sérieusement la crédibilité indépendantiste du nouveau parti de gauche pour un bon bout de temps. L'UFP, quant à elle, est avant tout une consolidation de la gauche politique, des marxistes toutes tendances aux sociaux-démocrates qui n'ont pas capitulé au néolibéralisme en passant par les nationalistes de gauche. Quant à ce qui tient lieu de gauche syndicale, elle s'est plutôt consolidée au sein du PQ dont elle protège le flanc gauche.

La stratégie est donc de briser le bloc nationaliste en séparant la base syndicale (et populaire) des directions syndicales capitulardes. La tactique est de construire une gauche syndicale/populaire sur la base d'une plate-forme pour une grève publique-privée tous et toutes ensemble dans la perspective de rupture indépendantiste par la voie de l'Assemblée constituante. Cette stratégie, si elle réussit, doit mener à l'hégémonie du parti de la gauche unifiée sur un bloc indépendantiste d'où aura été évincée l'actuelle direction du bloc nationaliste. Il s'agit, on l'aura reconnu, d'une stratégie d'indépendance de classe tant pour le parti que pour les syndicats et les groupes populaires.

La concertation doit se faire entre le(s) parti(s) de gauche et les organisations syndicales et populaires et non avec les partis de la bourgeoisie. En effet, bien que chacun et chacune est redevable à sa seule base, donc autonome, leur victoire réciproque exige que parti(s) de gauche et organisations syndicales/populaires s'entendent sur une stratégie et une tactique communes. Quand une des composantes dérape, il appartient à l'autre de défendre l'indépendance des classes populaires contre l'autre en y soutenant la construction d'une gauche oppositionnelle. Contre cette nécessité historique, il ne sert à rien d'invoquer la tentative de mainmise gauchiste des " marxistes-léninistes " d'antan afin de se défiler à ses responsabilités et surtout pour cacher un opportunisme bien d'aujourd'hui qui ne vaut guère mieux. Il ne s'agit pas d'ajouter une autre poupée russe à celles déjà existantes.

Il faut aussi distinguer la tactique de la grève générale, imposée par la conjoncture, de la vieille stratégie anarcho-syndicaliste, aujourd'hui remplacée par le soulèvement des " multitudes ", qui servait de mythe du " grand soir " en lieu et place de la construction d'un parti avec sa stratégie et sa tactique. La tactique de la grève générale relève plutôt de ce que Rosa Luxemburg appelait la " grève politique de masse ". Cette tactique s'impose de plus en plus dans l'actuelle conjoncture mondiale étant donné la contradiction croissante entre, d'une part, la faillite idéologique du néolibéralisme guerrier qui encourage les peuples travailleurs à l'affrontement et, d'autre part, la volonté de la quasi totalité des gouvernements du monde, toutes tendances politiques confondues – il n'y a plus de troisième voie crédible – à sans cesse élargir et approfondir les politiques néolibérales et répressives.

## Une conjoncture imposant la “ grève politique de masse ”

On peut dater de 1995 ce retournement de conjoncture qui a commencé avec le mouvement gréviste français annoncé en Amérique latine par l'insurrection zapatiste de janvier 1994. En Amérique du Nord, il se manifesta par le remue-ménage dans l'AFL-CIO, la grève victorieuse à UPS et les *Days of Action* ontariens de même que les grèves des infirmières dans plusieurs provinces. Au Québec, ce retournement fut cependant davantage politique avec la Marche des femmes et le référendum de 1995 mais, en plus de la grève des infirmières, il y eut un petit automne chaud en 1996 autour de la grève étudiante avec un rendez-vous manqué par le mouvement syndical. Puis le sommet de Seattle de décembre 1999 suivi de la Marche mondiale des femmes de l'automne 2000 et du sommet de Québec en avril 2001 servit de rampe de lancement à la mobilisation anti-guerre, particulièrement remarquable au Québec à cause de la grande sensibilité du peuple québécois à l'oppression nationale.

Au Québec en particulier, on note le caractère nettement politique de la mobilisation de masse mais aussi, en creux, l'absence de mouvement gréviste de grande ampleur due à l'effet soporifique de la concertation péquiste avec les directions syndicales lors de “ sommets ” alors que pourtant le Québec est la nation la plus densément syndiquée de l'Amérique du Nord impérialiste. La journée de mobilisation de décembre 2003 marque toutefois un point d'inflexion qui aurait pu être suivi de grèves massives n'eut été de la capitulation des directions syndicales. L'acceptation presque sans résistance de cette démission s'explique par l'emprise du nationalisme sur les bases syndicales qui majoritairement comptent sur un retour du PQ par la voie électorale. Sauf que le règlement des conventions collectives et de l'équité salariale n'attendent pas, pas plus d'ailleurs que les privatisations avec ou sans PPP qui, si elles ne sont qu'un mince ruisseau maintenant, deviendront un torrent en cas de significative défaite syndicale cet automne.

Toute chose étant égale par ailleurs, il y a un certain parallèle entre le Québec et l'Argentine qui a raté sa révolution – car l'ampleur et la dynamique de la lutte sociale en étaient rendues là – parce que d'une part le mouvement syndical a refusé de faire une grève générale et que d'autre part il y avait absence d'une parti de gauche de masse prêt à prendre la relève. Notre nationalisme était leur péronisme, même affaibli, mais aussi l'absence d'alternative politique, programmatique et organisationnelle, handicapait une grève politique de masse jusqu'au bout. Le processus d'unité de la gauche politique québécoise est donc en soi un facteur facilitant une grève générale en autant que le parti unifié ne se coupe pas des luttes sociales.

La nécessité d'une grève générale publique-privée tous et toutes ensemble est devenu un impératif qui appelle à un mot d'ordre immédiat alors que les directions syndicales, au pied du mur, paraissent vouloir gaspiller leurs munitions dans des actions partielles et sectorielles qui épuiseront les troupes et aussi, à la longue, la patience du grand public – car il s'agit de services essentiels dont on ne peut se passer fort longtemps – malgré un capital initial de sympathies qui n'est pas cependant fortement majoritaire. Il faut donc un mouvement massif, sans d'épuisants préalables, qui de plus ne dure pas indéfiniment, ce qui suppose une grève active en escalade, jusqu'à et y compris poser la question de l'occupation des

lieux de travail (et d'étude), dont les objectifs et le plan d'action sont clairs et qui fait appel à l'auto-organisation à la base dès maintenant.

Cette tactique de mise en branle rapide est d'ailleurs la meilleure façon soit d'empêcher l'adoption d'une loi spéciale soit de créer un rapport de forces pour passer outre et ainsi poser la question du pouvoir. Un exemple à suivre, partiellement, est la grève de l'hôtellerie de cet été – annoncée à l'avance d'une grève illimitée et coordonnée à une date connue précédée d'une seule grève d'avertissement de 24 heures sur la base d'un noyau commun de revendications – à laquelle il ne manquait que l'aspect politique, mais elle se faisait à un moment économique opportun, et peut-être une solidarité jusqu'au bout, c'est-à-dire le maintien de la grève jusqu'à ce que tous les employeurs aient signé.

### **Une plate-forme d'urgence sociale**

Quel seraient l'épine dorsale de la plate-forme et l'ébauche de plan d'action capables de mener à cette nécessaire grève générale ? Une grève générale qui engage l'ensemble du secteur public et parapublic est politique dès le départ car elle remet en question la politique fiscale et budgétaire du gouvernement. Elle l'est aussi parce qu'elle pose d'emblée la possibilité d'une loi spéciale. C'est d'ailleurs jouer perdant que de s'en tenir à un cadre de négociations collectives alors qu'il s'agit d'un affrontement politique qui sera gagné par la partie qui emportera la bataille de l'opinion publique.

Si, de plus, elle s'étend au secteur privé, c'est la réglementation du marché du travail qui peut être remise en question, stimulant la syndicalisation des services privés, notamment les McDonald et les Wall-Mart pour lequel le Québec est au cœur de la campagne de syndicalisation nord-américaine. Si elle prend en compte les revendications des organisations populaires, ce qui faciliterait grandement le " tous et toutes ensemble ", elle peut aussi remettre en question, par exemple, politiques énergétiques ou sociales. Si elle se souciait des revendications territoriales autochtones, en symbiose avec la protection de la forêt, elle aurait l'appui de ces nations ainsi qu'elle faciliterait la solidarité de la gauche canadienne et du mouvement altermondialiste. Si elle a une perspective explicitement internationaliste, elle s'opposera à la guerre, à l'occupation et à la répression, s'attirant les sympathies des peuples du tiers monde. Si, finalement, elle acquiert un caractère global, elle posera la question du pouvoir, au moins en termes d'alternance, et peut-être même celle des institutions et du régime politique, ce qui ouvre la voie au débat sur l'Assemblée constituante.

Il faut bien sûr que se dégagent, à partir des revendications sectorielles principales, l'une ou l'autre revendications clefs qui vont chercher la substantifique moelle de la colère populaire. Comme le cœur de cette grève serait implicitement l'avenir du secteur public, en particulier sa privatisation, on peut penser que la grande revendication serait le refus de la privatisation, comme revendication défensive, et surtout comme revendication offensive un réinvestissement massif dans les dépenses publiques capable d'effacer les coupures faites depuis les premiers budgets Chrétien-Martin et Parizeau-Campeau, ce qui en terme de pourcentage de PIB, pour le seul gouvernement québécois, est de l'ordre de grandeur de 10

milliards \$. S'y adjoindrait nécessairement une réforme fiscale à l'avenant mettant à contribution les profits des entreprises, les revenus élevés, les paradis fiscaux, les grandes fortunes dont les successions et la consommation de luxe et énergivore.

En soi, cette seule revendication touche l'ensemble des classes populaires et pourrait être suffisamment rassembleuse. Cependant, le rejet de la loi facilitant la sous-traitance à rabais qui fut un élément déclencheur important de la journée de mobilisation de décembre 2003, et qui est intimement lié aux PPP dans le secteur public, favoriserait le ralliement du secteur privé dont la mise en branle est très difficile étant donné la précarité inhérente à ce secteur. La grande sensibilité de l'ensemble de la population à la question écologique, ce dont témoigne la forte mobilisation quasi spontanée contre la centrale du Suroît et le très grand nombre d'organisations environnementales, suggère des revendications pour la mise sur pied d'un programme d'efficacité énergétique de grande ampleur, de plus fortement créateur d'emplois, et d'un programme de transport public lui aussi très créateur d'emplois dans un Québec sans aucune industrie d'assemblage d'automobiles mais avec une industrie de pointe de matériel de transport public.

La vague des fermetures de papeteries, d'usines de sciage et de transformation halieutique appartenant à des compagnies rentables suggèrent l'interdiction des fermetures et la reconversion industrielle en phase avec une politique de protection, de reboisement et de mise en valeur écologique de la forêt et d'aquaculture écologique, ce qui faciliterait le ralliement des régions, méfiantes envers les mouvements urbains, et aussi des peuples autochtones qui devraient être associés à cette politique sur la base de leurs droits territoriaux donc avec droit de veto. Le ralliement des organisations populaires, soupçonneuses envers les syndicats, serait favorisé par une revendication de salaire minimum, que l'on voit difficilement en bas de 10 \$ l'heure, et de revenu minimum garanti en proportion de l'augmentation du salaire minimum. Finalement, la solidarité pan-canadienne et internationale serait stimulée si on réclamait du gouvernement du Québec – le fait que ça soit le gouvernement fédéral qui soit constitutionnellement responsable de la politique extérieure complique certes les choses mais ce n'est pas une raison pour ne rien dire – une politique d'opposition aux certificats de sécurité, aux déportations de réfugiés et une politique d'accueil des déserteurs de l'armée étasunienne.

Cet ensemble de revendications, en plus de la stratégie indépendantiste de l'Assemblée constituante, deviendrait par ailleurs une plate-forme d'urgence sociale qui serait au cœur de l'imminente campagne électorale fédérale – d'autant plus s'il était possible de présenter quelques candidatures symboliques conjointement avec les petites organisations politiques canadiennes anglaises à gauche du NPD comme premier jalon d'une coalition pan-canadienne antinéolibérale et anti-chauvine – et des prochaines élections partielles québécoises, particulièrement celle d'Outremont. Cette initiative du parti créerait de plus les conditions de la construction d'une gauche syndicale et populaire organisée. La campagne pour l'Assemblée constituante serait ainsi popularisée par les élections, en lien avec la lutte sociale, tout en pénétrant les milieux militants qui en deviendraient les multiplicateurs auprès des classes populaires organisées.

Ces revendications, il appartient au futur parti unifié de les préciser et de les proposer immédiatement tout en disant clairement qu'il revient au mouvement social

d'en disposer démocratiquement, par exemple par des États généraux qu'il faudrait proposer de convoquer de toute urgence. Cet appel pour des États généraux des mouvements sociaux devrait être lié à un appel pour des comités à la base pour la grève générale dans les lieux de travail et d'études, et dans les quartiers. Ces comités permettraient de dépasser les divisions syndicales dans les lieux de travail et d'unifier les organisations populaires entre elles et avec le mouvement syndical. Un mouvement de masse nécessite en effet une forte dose d'auto-organisation à la fois pour mobiliser largement, pour démocratiser la direction du mouvement et pour contrer les manœuvres bureaucratiques comme la dernière lutte étudiante en a donné un échantillon.

### **Pour un parti de gauche à gauche**

Cette stratégie et cette tactique en vue de la conquête du pouvoir suggèrent que l'unification de la gauche politique devrait réaliser trois conditions. La première serait un indépendantisme militant qui damerait le pion au souverainisme trait d'union inconséquent du bloc nationaliste. La deuxième serait un antinéo-libéralisme politique rompant avec l'antinéo-libéralisme idéologique des déclarations de principe d'une grande partie du mouvement altermondialiste, donc incarné nationalement, dont la plate-forme d'urgence sociale serait le garant. La troisième serait un pluralisme partidaire jusqu'au bout c'est-à-dire jusqu'à la représentativité des tendances dans les instances dirigeantes sur la base de la proportionnalité des votes pour des plate-formes concurrentes. La réalisation de ces conditions, ou le combat pour leur adoption si la fusion se fait sans la mise en œuvre de l'une ou l'autre, nécessite le regroupement de ses partisans dans une tendance anticapitaliste au sein du nouveau parti unifié.

**Marc Bonhomme, 23 et 29 août 2005**